



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique environnementale

Question au Gouvernement n° 1196

Texte de la question

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

M. le président. La parole est à Mme Delphine Batho, au titre des députés non inscrits.

Mme Delphine Batho. Monsieur le Premier ministre, hier, il a gelé au sommet du pic du Midi pour la première fois depuis 108 jours – c'est du jamais-vu.

Des records de chaleur ont été atteints ; il y a eu 1 500 décès liés à la canicule et cinquante-deux départements sont encore soumis à des restrictions d'eau. Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 3,2 %. La biodiversité s'effondre de manière vertigineuse : un tiers des oiseaux et 80 % des insectes ont été décimés. La pollution de l'air est devenue la troisième cause de mortalité en France. Des malformations congénitales ont été constatées dans trois départements ruraux. (*« Très juste ! » sur les bancs du groupe GDR.*) Dans l'organisme de nos enfants, on retrouve des poisons, en moyenne trente-quatre molécules à risque.

Voilà l'histoire qui s'écrit sous nos yeux, celle du petit quotidien de l'anthropocène. Cela nous impose de mener une politique de l'écologie intégrale, déterminant tous nos choix économiques et sociaux.

Monsieur le Premier ministre, nous avons l'habitude, ici, des discours sur l'écologie, d'où qu'ils viennent d'ailleurs. Mais il faut désormais dire stop, mettre un coup d'arrêt à cette folie destructrice.

Ma question est claire, directe. Je ne prendrai que deux exemples, que vous connaissez par cœur, symptomatiques à la fois de l'interférence des lobbies et des hésitations des pouvoirs publics.

L'abandon du projet de la Montagne d'Or, c'est oui ou c'est non ? La destruction de 1 500 hectares de forêt amazonienne avec 57 000 tonnes d'explosifs, là où vivent plus de 2 000 espèces animales et végétales, dont 127 sont protégées, c'est oui ou c'est non ?

L'interdiction du glyphosate, pesticide probablement cancérigène, le seul de cette catégorie à être autorisé en France, à l'origine d'un scandale sanitaire et environnemental, c'est oui ou c'est non ?

Peut-être me répondez-vous vous-même, monsieur le Premier ministre. En tout cas, quel que soit le membre du Gouvernement qui le fasse, je souhaite que la réponse soit concise et tienne en trois lettres : oui ou non. Tout le reste est désormais dénué d'intérêt. (Applaudissements sur les bancs des groupes FI, GDR et Socialistes et apparentés.)

M. Vincent Descoeur. Et vous, qu'avez-vous fait ? Avez-vous répondu quand vous étiez ministre ?

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Mme Marie-Christine Dalloz. C'est l'ami de Mme Batho !

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Il se trouve, madame Batho, que vous avez exercé la même responsabilité ministérielle que la mienne. Vous savez donc d'expérience, même si votre expérience n'a peut-être pas été aussi longue que vous l'auriez souhaité... (Exclamations sur les bancs des groupes LR et FI.)

Mme Sylvie Tolmont. C'est petit !

M. François de Rugy, ministre d'État. Je n'avais pas compris, mesdames et messieurs les députés du groupe LR, que vous auriez souhaité, à l'époque, que Mme Batho reste plus longtemps ministre de l'écologie ! Pour ma part, en l'occurrence, je l'aurais souhaité.

Vous savez donc comme moi, madame Batho, que les réponses à ces sujets politiques complexes, derrière lesquels il y a des réalités humaines, économiques, sociales et écologiques, ne se résument pas à « oui » ou « non ». Vous le savez vous-même. Vos interventions dans cet hémicycle ne se résument d'ailleurs pas, elles non plus, à des « oui » ou à des « non ».

Mme Marie-Christine Dalloz. L'élégance, cela s'apprend, monsieur de Rugy !

M. François de Rugy, ministre d'État. Je pourrais évoquer le budget du ministère de la transition écologique et solidaire, qui augmentera de près d'1 milliard d'euros l'année prochaine, ou vous parler de mes priorités, mais je vais vous répondre.

Je l'ai dit dès mes premières interventions : le projet de la Montagne d'Or devra être revu.

M. Adrien Quatennens et M. Loïc Prud'homme. Non, abandonné !

M. François de Rugy, ministre d'État. Il devra être revu de fond en comble, mais je commencerai par en discuter avec les premiers concernés, à savoir les élus guyanais.

Concernant le glyphosate, madame la députée, vous connaissez vous-même la réponse ; nous l'avons répétée. Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation et moi-même sommes allés rencontrer les viticulteurs il y a une semaine en Gironde. Croyez-vous que la réponse qu'ils attendent soit « oui » ou « non » ? Ce qu'ils veulent savoir, c'est quelle sera la technique mise en œuvre, combien cela coûtera, quand, et la faisabilité. Auront-ils la même productivité ? Auront-ils les mêmes coûts à la sortie ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Oui, bien sûr, nous voulons protéger la santé des Français. Oui, bien sûr, nous voulons protéger l'environnement. À ces fins, nous nous donnons trois ans pour sortir du glyphosate. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Delphine Batho](#)

Circonscription : Deux-Sèvres (2^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1196

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 octobre 2018](#)